

CIBLE

Longuet

Président du Parti Républicain, M. Longuet déclarait fin mars que la question des désistements était du ressort des responsables locaux, ce qui autorise manifestement des accords avec le Front national.

Ce faisant, M. Longuet viole la charte de l'opposition libérale, qui interdit de tels accords, et embarrasse des partenaires qui ont le plus grand mal à faire leur unité en raison de la rivalité entre MM. Giscard et Chirac. Du même coup, il donne un avantage à la gauche qui n'oubliera pas de sitôt une telle déclaration.

Mais surtout le président du P.R., comme tant d'autres dirigeants de droite avant lui, commet l'erreur de crédibiliser le Front national et d'en faire une composante légitime de l'opposition. L'erreur est d'autant plus lourde que le F.N. souffre aujourd'hui d'un sérieux discrédit en raison de son attitude dans la guerre du Golfe : au lieu d'en tirer argument en faveur de son camp, M. Longuet choisit de renforcer son principal adversaire. Bêtise tactique ou complaisance de fond ?

ANNIVERSAIRE

20 ans au service du royalisme



*Claude
Breton*

M 2242 - 556 - 14,00 F



Vers la fin de la loi salique ?

Cette situation est probablement vouée à une prochaine évolution. Le Conseil des Ministres du 8 mars 1991 a approuvé une proposition de révision de l'article 60 de la Constitution, établissant l'égalité entre hommes et femmes dans la dévolution de la Couronne. Seule la primogéniture s'appliquera (système suédois) et les hommes ne bénéficieront pas d'une préférence à rang égal (système britannique).

L'adoption de cette révision constitutionnelle ne doit cependant sortir ses effets que pour les enfants du Prince Albert (1934) frère cadet du Roi Baudouin (1930) et non vis-à-vis des enfants du Roi Léopold III (1901-1983).

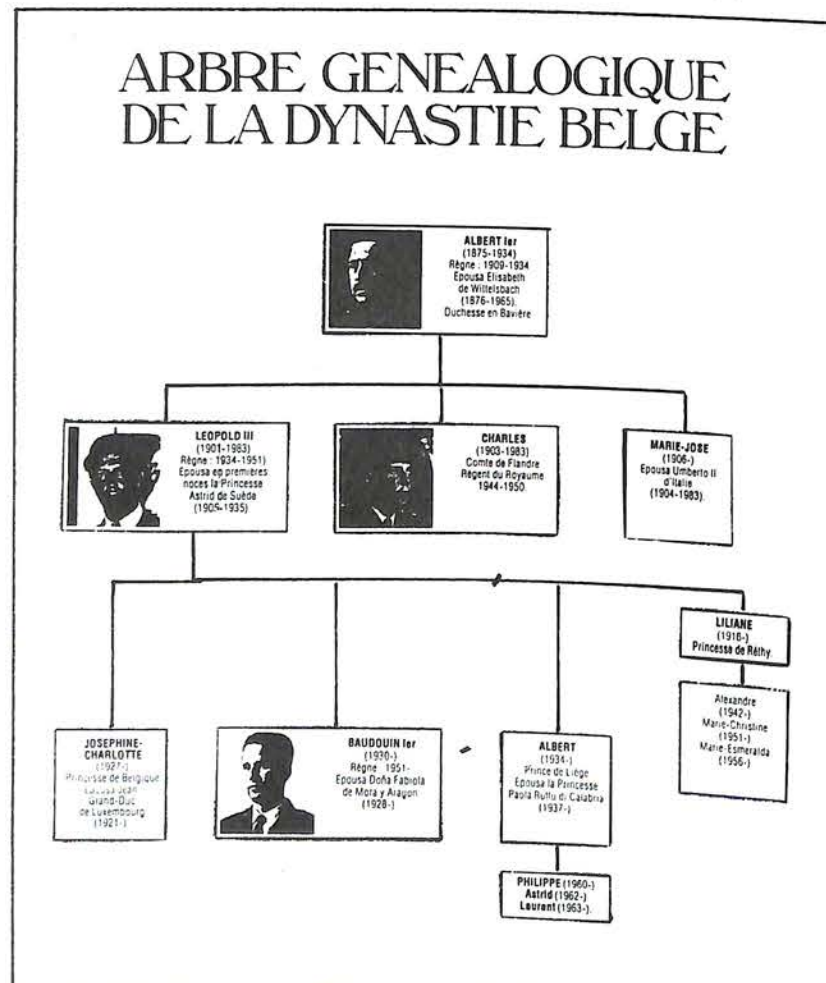
Plusieurs raisons expliquent cette nuance :

Le Roi Baudouin et le Prince Albert ont une sœur aînée, Joséphine-Charlotte (1927) épouse du Grand Duc Jean de Luxembourg, souverain régnant de l'Etat voisin.

La dévolution des couronnes belge et luxembourgeoise au Prince Henri de Luxembourg n'est sans doute pas une perspective heureuse pour le bon exercice de la fonction dans son acception moderne.

De plus, les souverains luxembourgeois ayant retenu le nom de Nassau comme patronyme, se pose

L'article 60 de la Constitution Belge de 1831 exclut les femmes du Trône. La Belgique a dû exprimer des « réserves » chaque fois qu'elle a souscrit une convention internationale promouvant les droits de la femme (1).



le problème - juridiquement insurmontable - de l'exclusion perpétuelle de la famille de Nassau du Trône de Belgique par le décret supra-constitutionnel du 25 novembre 1830.

Enfin, la qualité de dynastie belge conférée à la grand-duchesse Joséphine-Charlotte introduirait ses 18 descendants directs entre le Roi Baudouin et le Prince Albert, celui-ci rétrogradant de la 1ère à la 20ème place dans l'ordre de succession, troublant traitement s'il était imposé à un homme qui a meublé sa situation délicate d'héritier de la Couronne en se consacrant avec talent et constance à dynamiser le commerce extérieur de son pays.

Toujours est-il que la révision projetée fait de la Princesse Astrid (1962), archiduchesse d'Autriche par mariage, la 3ème successeur et de ses enfants les 4ème et 5ème successeurs devant leur oncle Laurent (1963).

Dans le monde contemporain, la loi salique est-elle encore défendable ? L'exercice moderne de la fonction royale et le respect sans réserve des principes démocratiques ne la condamnent-ils pas ?

Henry BARVAUX

(1) Convention sur les droits politiques de la femme, conclue à New-York le 31 mars 1953.

bulletin d'abonnement

Je souscris un abonnement de trois mois (90 F), 6 mois (165 F), un an (240 F), de soutien (400 F) (*) Encadrez la formule de votre choix

NOM : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Profession : _____ Date de naissance : _____

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris - CCP 18 104 06 N Paris

royaliste

SOMMAIRE : p. 2 : Vers la fin de la loi salique ? p. 3 : L'affaire Boudarel - Fin d'un courant - p. 4 : Retour à Koweït-ville - p. 5 : Que peut Bush - p. 6/7 : Qu'avons nous fait de nos vingt ans ? p. 8 : Le roi du soulèvement - Sylvia Monfort - p. 9 : Shakespeare miméticien - p. 10 : Un Prince amiral - Merci Blier ! - p. 11 : Action royaliste - p. 12 : A quand le nouvel élan ?

RÉDACTION-ADMINISTRATION
17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
☎ (1) 42.97.42.57
Dir. de la publication : Yvan AUMONT
Comm. parit. 51700 - ISSN 0151-5772
Diffusion NMPP - Imprimé en France

L'affaire Boudarel

L'universitaire tranquille qui fut commissaire politique du Viêt-minh fut-il un militant égaré ou demeure-t-il chargé de crimes imprescriptibles ?

Devant l'affaire Boudarel, le malaise vient surtout de la confusion d'un débat où tout est mêlé : intérêts et passions politiques, compassion, souci de l'équilibre dans l'horreur, hontes rétrospectives et inavouées. Malaise devant la campagne du Front national, l'affaire Boudarel venant contrebalancer à point nommé la lourde condamnation en appel de J.M. Le Pen pour sa déclaration sur le « détail ». Mais l'excuse classique par le « contexte » de l'époque et les distinguos trop subtils sur la nature des camps de concentration n'emportent pas plus la conviction : un camp est un camp, un kapo est un kapo, et la Gestapo agissait elle aussi dans un certain contexte.

Faut-il cependant faire des camps du Viêt-minh l'équivalent des camps nazis, ou équilibrer les atrocités coloniales par la terreur anticolonialiste ? Le nihilisme se masque dans ce jeu des équivalences, où le constat désabusé des horreurs commises partout et de tous temps sert à la défense de tortionnaires avérés. N'en déplaie à M^{re} Vergès, un officier français en Algérie n'est pas comparable à un gestapiste, et contrairement à ce que suggère Georges Boudarel un homme chargé de la « rééducation » politique de prisonniers de guerre n'est pas un aimable animateur de veillées. Mais comment justifier l'acharnement contre un homme amnistié, dont Lacouture nous dit qu'il a changé - en ajoutant qu'il serait dangereux d'ouvrir la boîte de Pandore des règlements de comptes historiques...

Trois remarques permettent de ne

pas renvoyer les protagonistes dos à dos :

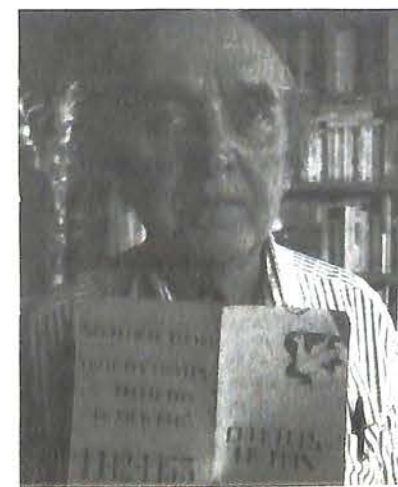
- si l'amnistie raye les condamnations des casiers, elle ne peut effacer des souvenirs parfois terribles, tandis que les preuves s'accumulent avec le temps. C'est pourquoi le caractère imprescriptible (1) de certains crimes est reconnu en droit. La question se pose effectivement pour Georges Boudarel, et c'est à la justice qu'il appartient de trancher.

- de pétition en prise de position, on n'entend plus guère les victimes. Ce n'est pas aux grandes consciences de gauche (consciences souvent malheureuses) ni aux professionnels du patriotisme (sauf en temps de guerre) qu'il appartient d'accorder ou non le pardon, mais aux anciens prisonniers du camp 113, où G. Boudarel sévissait.

- ce pardon, l'ancien gardien de camp l'a-t-il vraiment demandé à ses victimes ?

B. LA RICHARDAIS

(1) cf. la réflexion essentielle de Vladimir Jan-kélévitch : *L'Imprescriptible*, Le Seuil, 1986.



Fin d'un courant

L'attitude de J.P. Chevènement pendant la guerre du Golfe a eu des conséquences catastrophiques sur son courant. Bref constat suivi de regrets.



■ Jean-Pierre Chevènement dialoguant avec des militants de la N.A.R. lors d'un colloque sur la « nouvelle citoyenneté ».

L'ancien ministre de la Défense s'est trompé, ce qui peut arriver à tout homme politique. Il s'est trompé sur le règlement pacifique de la crise du Golfe, en négligeant le fait que Saddam Hussein n'a pas et n'a jamais voulu négocier. Il s'est trompé sur le coût humain de la guerre, qu'il estimait désastreux pour les coalisés. Et un proche avenir montrera qu'il s'est trompé sur l'ampleur et sur la durée du ressentiment de certaines opinions arabes à l'égard de la France, et sur les perspectives d'une diplomatie qui a « choisi le mouvement » comme l'annonçait notre collaborateur Yves La Marck il y a quelques semaines.

Cela fait beaucoup d'erreurs, qu'il n'était pas déshonorant de reconnaître. Jean-Pierre Chevènement préfère s'obstiner dans ses analyses et ajoute à ses erreurs politiques celle, tactique, de ne pas savoir tourner la page. Question de caractère assurément ; mais aussi conviction qu'il est possible de refonder une gauche qui serait composée de socialistes « durs » et d'anciens communistes : c'est du moins ce qu'assure Michel Charzat, animateur non-chevènementiste de Socialisme et République.

Annette DELRANCK

Retour à Koweït-Ville

Notre correspondant Denis Jean fut l'un des premiers civils français à revenir au Koweït. Voici ce qu'il a vu et entendu.



■ Le souk dévasté de Koweït-Ville.

L'autoroute qui mène de l'aéroport à Koweït-Ville est praticable et les quelques chars abandonnés disparaîtront progressivement au fil des jours. Les ponts sont encombrés de petites casemates dérisoires, parfois en simple parpaing. Tout à l'heure, une gamine s'est extraite des vitres teintées d'une voiture pour lancer une fleur sur un camion militaire français. Le centre ville est déserté, silencieux : juste le bruit de quelque habitant fouillant les décombres dans le souk dévasté.

Koweït-Ville n'est pas détruite, les immeubles se dressent autour de la tour de la télévision. Simplement c'est une coquille vide, ville pillée, déstructurée, sans électricité, sans eau, sans vitres, sans meubles, silencieuse comme un mirage prêt à retourner au désert. Palestiniens et Koweïtiens se battront à Al Jarah. Règlements de comptes. Je ne crois pas aux charniers et Timisoara doit nous inciter à la prudence. On accable le régime. Les ministres sont là, impuissants, faute de moyens, faute du téléphone indis-

pensable à une action administrative. Ça et là, la vie redémarre autour des groupes électrogènes. Les citernes d'eau fonctionnent à côté de l'hôpital Mubarak et l'essence, gratuite et rationnée à 40 litres par personne (ce qui n'est pas très contraignant) autorise les déplacements et les premiers accidents.

Les Américains sont omniprésents : drapeaux et ambassade scandaleusement illuminés dans une ville plongée dans les ténèbres. Pourquoi s'acharne-t-on sur le prétendu luxe du palais du Cheik ? L'association des ingénieurs américains fonctionne comme une administration parallèle, distribuant les contrats, définissant l'avenir. En réalité, derrière sa façade respectable, les requins de l'industrie croisent et se partagent les dépouilles. Nos hommes d'affaires se lamentent : ils seront les derniers à Koweït et l'Etat ne fait rien. En fait, ils paient leur absence à Taef. Où étaient-ils, nos capitaines d'industrie, lorsque l'issue paraissait incertaine ? Il faut du matériel d'urgence et, depuis le mois d'août, quelle

entreprise a constitué des stocks ? On s'étonne que les prix soient discutés par les Koweïtiens, que des délais de livraison de six mois leur semblent excessifs... Il apparaît clairement que seules les entreprises déjà présentes en Arabie, comme Thomson, sauront tirer leur épingle du jeu.

Quant à M. Rauch, ministre du commerce extérieur, il n'ira pas poser au Koweït pour la postérité : la République et les Affaires n'aiment pas vivre à la dure. Face aux Anglo-saxons, nos fonctionnaires d'ambassade, isolés de la vie économique par un statut médiéval, sont structurellement incapables d'ajuster la vie politique et la présence économique : la qualité de leur travail ne repose que sur leur valeur personnelle qui est grande, heureusement pour notre pays. La France paie, bien cher ici, sa morgue administrative et sa sclérose statutaire.

Au Koweït, l'avenir est sombre comme ce ciel qui, aujourd'hui, étouffe la ville et la plonge dans l'obscurité, graissant les pare-brise et menaçant la santé. « Voyez-vous, me dit-on, sur deux millions d'habitants nous avons huit cent mille Koweïtiens. Quatre cent mille sont là. Les autres ne reviendront pas. Tout le monde avait une maison à l'étranger, les plus riches à Londres, les autres au Caire. Pourquoi revenir. Pour travailler ? »

Cette guerre a peut-être créé de toutes pièces un sentiment national chez ceux qui ont vécu le drame de l'occupation irakienne, mais elle n'a rien appris aux autres. Chacun aspire à l'ordre et, si l'Emir est critiqué, sa famille compte cependant quelques martyrs. Il faudra libéraliser ou les armes mystérieusement disparues ces jours-ci ressortiront. Le Koweït sera un laboratoire, où une approche démocratique pourrait avoir quelque signification.

Denis JEAN

Que peut Bush ?

« J'ose dire pourtant que je ne mérite ni cet excès d'honneur ni cette indignité ». (Britannicus)



des erreurs d'interprétation.

James Baker doit faire oublier sa politique d'avant le 2 août 1990. A Paris et à Londres, cela ne vaut pas mieux : comment les commentateurs qui ont félicité nos représentants sur le terrain peuvent-ils sans contradiction accuser le quai d'Orsay et le Foreign Office d'arabisme à tout crin ? La « politique arabe ou l'éternel quai d'Orsay trouve à la fois une rente de situation et un aliment pour sa routine intellectuelle » (1) est un coup bas que les éternelles victimes expiatoires que sont les diplomates ne peuvent relever, laissant à d'autres le rôle de sacrificateur.

Guerre limitée, capacité restreinte des diplomates, que reste-t-il d'autre que les ressources de la rhétorique ? Objectivement, l'on est en droit de se demander, s'agissant d'un nouvel ordre mondial, ce qu'il a de nouveau, quel est ce monde et qui donne l'ordre ? (2)

La nouveauté tient non pas au Golfe mais à la disqualification de l'Union Soviétique qui laisse les États-Unis seuls en première division. Le monde n'est qu'un demi-monde qui ne touche guère ni à l'Asie, ni à l'Afrique, ni à l'est de l'Europe ni à l'Amérique du Sud. L'ordre ne viendra pas d'une « Amérique relative » (3) qui a appris à ses dépens qu'à jouer le rôle de « république impériale » on ne risquait que le retour en force d'un isolationnisme comme celui qui a répondu aux « quatorze points » de Wilson en 1920, l'absence du

contre-pôle soviétique donnant toutes ses chances au splendide isolement.

Bush joue serré. Son recours à une rhétorique assez étrangère à son caractère n'a d'autre objectif que de créer un courant d'opinion tant à l'intérieur qu'à l'extérieur qui soit tout à la fois pour lui le moyen et la fin. Compte tenu de ses moyens objectivement limités, tout autant que ceux de la Communauté internationale, il sait que l'opinion peut créer la différence, celle dont la diplomatie, qui n'a guère valeur instrumentale, a besoin pour déplacer un tant soit peu le fléau de la balance.

De tels effets d'opinion ne sont pas exclus, ni dans le monde arabe, ni en Israël. Ils sont hélas aussi instables que les cours de la Bourse qui relèvent d'une même psychologie et s'appliquent aux mêmes évolutions internationales. Après la hausse, vient la baisse. Savoir redescendre en douceur de l'empyrée, où l'on a été hissé avec la même exagération qu'on en sera projeté, nécessite de bons freins ou des genoux résistants. Bush en paraît doté. Autant l'accompagner dans cette voie toute en lacets afin qu'il ne s'en laisse pas distraire.

Yves LA MARCK

(1) Jacques Julliard, au *Nouvel Observateur*, 14 février 1991, qu'on aurait cru mieux informé ou plus juste.

(2) *The Economist*, 23 février 1991.

(3) *Royaliste* N° 515.

Intrigué par la N.A.R. ?
Interrogez-nous grâce à notre service minitel
36 15 AGIR * NAR

Lys
Rouge

ISSN 0150-4425
Coup. sem. - 80187
10 Trimestres 1991
10 F - 179 20

MONARCHIES
ORIENTALES

POUR UNE
HISTORIOGRAPHIE
DU ROYALISME

LA SYLDAVIE
ROYAUME
MÉCONNU

SOMMAIRE du N° 42

EDITORIAL : Le temps qui passe ...

Heurs et malheurs des travaux sur le royalisme français post-1945

La Syldavie, royaume méconnu

DOSSIER : Monarchies orientales

Hommage à S.M. Sri Savang Vatthana, roi du Lane Xang

Thaïlande : un roi demi-dieu

Qu'en disent les Thaïs ?

L'empereur du Japon

DOCUMENT :

Souvenirs de Louis Franck, collaborateur du comte de Paris

INSTITUTIONS :

Les politiques (2) : les philosophes du XVIII^e siècle et la Révolution française

Bulletin de commande ou d'abonnement à retourner à "Royaliste"

NOM/Prénom :

Adresse :

☐ commande le numéro 42 du Lys Rouge (25 F franco).

☐ s'abonne au Lys Rouge pour 4 numéros (60 F) à partir du n° 42.

Règlement à l'ordre de "Royaliste"

Qu'avons nous fait de nos vingt ans ?

● Quelles sont les principes étapes parcourues au cours de ces vingt ans ?

Trois peuvent être distinguées. La première est celle de la rupture avec l'idéologie maurrassienne qui dominait le monarchisme français depuis le début du siècle. Cette rupture n'a pas été voulue au départ, puisque nous avons choisi de nous définir comme une « Nouvelle Action française » et de faire un retour à Maurras - du moins au Maurras « barbu et contestataire » des premières années. Notre séparation d'avec les théories et les pratiques de l'Action française est le résultat de la libération intellectuelle qui a résulté de la scission : elle a permis un regard critique sur cette tradition monarchiste, un dialogue approfondi avec des intellectuels sensibles à la problématique royaliste mais hostiles à l'Action française et, du coup, une meilleure perception des enjeux politiques. Cette phase de rupture idéologique s'est achevée en 1978 lorsque nous avons décidé de nous appeler « Nouvelle Action royaliste ».

Les deux autres phases ont commencé dès les premières années et ne sont pas achevées. L'une concerne notre reconstitution intellectuelle, que nous vivons comme une dynamique, comme un débat permanent : tout figer dans un corps de doctrine signifierait la fin de notre aventure. L'autre phase est celle de notre inscription dans le paysage politique, à la fois comme partenaires du débat civique, comme citoyens-militants et comme expression d'une tradition politique qui aspire à être représentée en tant que telle dans les institutions locales et nationales. C'est là une tâche particulièrement difficile : pendant près d'un siècle, les monarchistes se sont volontairement exclus de la vie démocratique et les bases électorales du royalisme ont disparu.

● Comment définir la Nouvelle Action royaliste ?

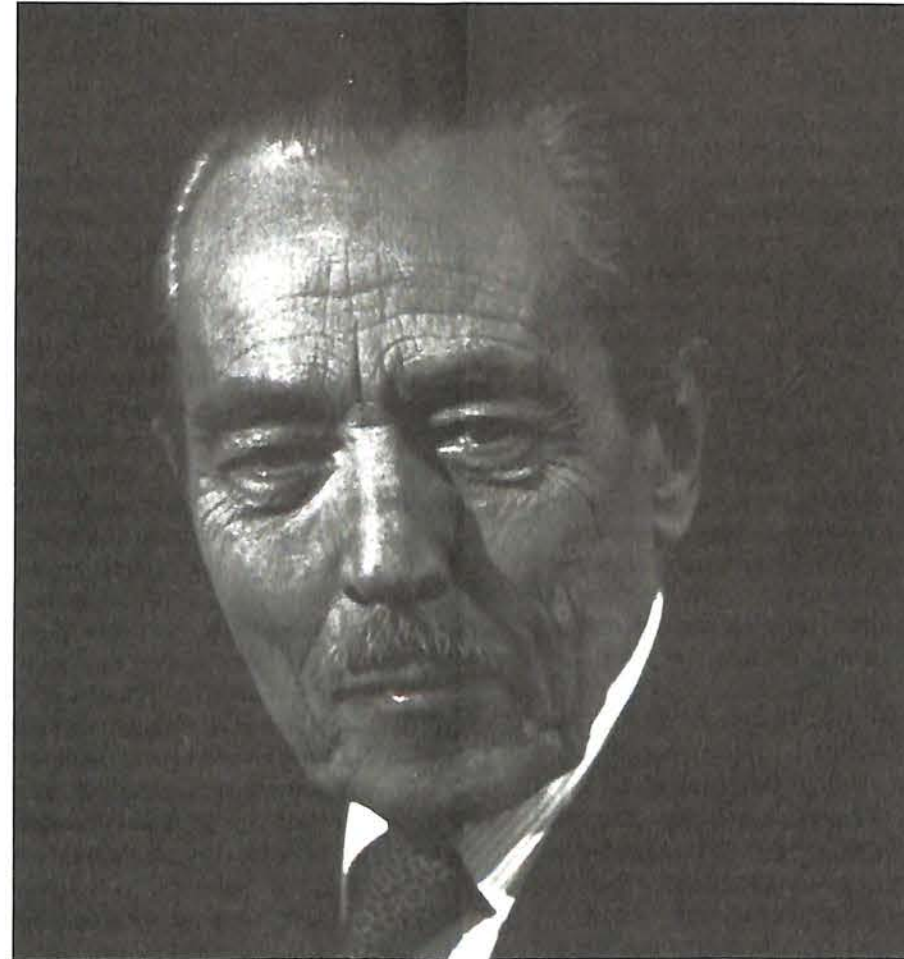
Le titre indique l'objectif : nous sommes là pour montrer l'importance décisive de la tradition capétienne dans notre histoire, pour faire valoir la pertinence et la nécessité politique de la solution royale comme couronnement de la démocratie, afin que les Français en viennent à l'envisager et à la souhaiter. Ce royalisme est nouveau à plusieurs titres : par l'inspiration qu'il puise dans la pensée du chef de la Maison de France, par l'attention qu'il porte aux anciennes expressions du royalisme (« monarchiens » des débuts de la Révolution, libéraux du 19^e siècle, royalisme catholique et social, tentative socialisante de l'après-guerre) par le dépassement qu'il a opéré dans la dialectique République-Monarchie puisque la République signifie aujourd'hui le bien commun, l'Etat de droit, puisque cette République a intégré depuis 1958 la dimension monarchique qui est, dans notre pays, indispensable à l'Etat.

Quant à l'action quotidienne, la définition que donnait Brice Lalonde de notre journal convient tout à fait à la NAR dans son ensemble : nous sommes un mouvement engagé, mais non partisan.

● Pourquoi ne pas être royaliste tout simplement, sans s'engager dans le combat politique ?

- Parce que le comte de Paris nous a donné l'exemple de l'engagement, et cela d'une manière rigoureusement cohérente mais très dérangeante pour les conservatismes de droite et de gauche : condamnation de l'Action française, position anti-munichoise, soutien à la politique du général de Gaulle, puis soutien à François Mitterrand.

- Parce que le royalisme est, pour nous, indissociable de la citoyenne-



■ La pensée et l'action du Comte de Paris ont été déterminantes. che, socialisme mitterrandien...

Le souci politique qui a fait de nous des royalistes est un souci de la politique présente, des hommes et des femmes qui vivent aujourd'hui, des difficultés qu'ils affrontent en ce moment. Différer ce souci, reporter les réponses possibles à des jours meilleurs, serait pour nous intenable. D'ailleurs, tous les royalistes sont engagés, même ceux qui affirment le contraire : dès que l'on exprime des idées sur l'Etat, sur la nation, sur la politique extérieure (tels sont les « objets » de la politique capétienne) on est forcément engagé.

● En ce qui concerne la NAR, l'engagement va toujours dans le même sens : gauchisme, gaullisme de gau-

grande partie de la gauche socialiste...

Le gaullisme de gauche ? Mais c'est (c'était...) tout simplement le courant le plus proche de la pensée du général de Gaulle, qui a fortement marqué la NAR.

Le socialisme ? Nous nous définissons par rapport à cette tradition quand elle se sera à nouveau définie autrement que par des stratégies concurrentes de prise de pouvoir. Quant à François Mitterrand, nous l'avons soutenu pour ses qualités probables d'homme d'Etat et non pour son étiquette. Dix ans plus tard, ces qualités sont trop largement reconnues pour qu'on puisse nous reprocher notre choix.

Mais il est vrai que nos engagements vont toujours dans le même sens puisqu'ils procèdent de l'exigence de justice et de liberté qui fonde notre projet royaliste. Cette exigence ne peut manquer de se traduire concrètement - dans la dénonciation de la violence économique comme dans le combat anti-raciste.

● A trop vous engager, ne courez-vous pas cependant le risque d'être récupérés, dilués et finalement détruits ?

Cela fait vingt ans qu'on nous le dit ! Dévorés par les gauchistes, écrasés par les communistes lors de la ruée des chars russes sur Paris, absorbés par les gaullistes, minés par l'éclectisme, réduits à l'état de club par l'intellectualisme, promis au naufrage politique et moral en 1981, et encore une fois complice de Mitterrand-Kerensky, donc de la révolution bolchevique imminente, nous sommes toujours là, jouissant de notre intégrité physique et d'une bonne santé intellectuelle, bénéficiant d'une identité aussi claire pour nous-mêmes qu'elle l'est devenue pour nos partenaires comme pour nos adversaires. Répétons-le une fois encore : nous sommes explicitement royalistes, nous n'avons jamais transigé sur ce point, passé le moindre compromis, ni accepté de mettre, même provisoirement, notre drapeau dans notre poche. Nos interlocuteurs et nos alliés doivent nous prendre tels que nous sommes : il y a parfois des réticences mineures, des résistances provisoires qui font perdre un peu de temps.

Mieux vaut cela que les arrières-pensées, le double langage et les manœuvres de basse-cour.

● Avez-vous des regrets ?

D'abord, pour les fondateurs, le regret de n'avoir pas créé la NAR dix ans plus tôt ! Ils étaient trop jeunes... Mais que de choses auraient changé si d'autres avaient eu, vers 1962, la volonté de rénover de fond en comble la tradition royaliste. Pour ce qui est de notre responsabilité politique effective, nous regrettons les polémiques contre les personnes dans nos premières années et aussi une hostilité systématique à l'égard des partis dont nous avons eu du mal à nous défaire : ce « poujadisme » spontané nous a trop souvent empêché de souligner combien les partis politiques étaient nécessaires à l'expression et à la représentation démocratiques. Mais ce rôle nécessaire ne les affranchit pas de la critique : nous la menons aussi rigoureusement que possible, mais avec plus de mesure que dans nos premières années. Quoi d'autre ? Il y a une quinzaine d'années, un romantisme palestinien qui a choqué nombre d'amis, puis une hostilité à l'égard du Chah d'Iran qui semble aujourd'hui excessive et irresponsable en raison de ce que le pays a vécu depuis. Mais n'oublions tout de même pas les crimes de la Savak...

● Quels chagrins avez-vous éprouvés ?

Nous avons perdu deux amis, Michel Giraud et Arnaud Fabre, qui ont été parmi les fondateurs de notre mouvement et qui ont assuré à tour de rôle, plusieurs années durant, la rédaction en chef de notre journal. Il y eut la mort de Maurice Clavel, qui avait veillé sur nos premières années et qui continue de le faire puisque son souvenir nous unit en une fraternité discrète à ses compagnons de Mai 1968. Et puis il y a eu la tristesse muette provoquée par la querelle entre le comte de Paris et son fils aîné - mais ce n'est plus qu'un mauvais souvenir. Comment oublier enfin ceux qui sont partis pour un désaccord de fond, parfois aussi pour un mot de travers. A quelques exceptions près, chaque départ fut pour nous une déchirure.

● De quoi êtes-vous fiers ?

Etre royaliste, c'est faire référence à une tradition millénaire, dans la fidélité à ceux - les princes - qui l'incarnent aujourd'hui. Cela suffit à notre fierté, d'ailleurs tempérée par le fait que notre action politique est menée à nos risques et périls.

● Trop de modestie finit par inquiéter...

Alors nous sommes fiers d'avoir retiré notre tradition politique des sentines de l'extrémisme dans lesquelles elle s'était fourvoyée. Nous sommes fiers d'avoir fait une révolution intellectuelle et politique qui a renforcé notre fidélité à l'institution monarchique et à la famille royale ; fiers d'avoir fait d'un mouvement doublement engagé par son projet royaliste et par ses choix politiques un lieu privilégié du dialogue entre toutes les traditions politiques et spirituelles, un lieu constamment ouvert à la réflexion ; fiers aussi que notre journal, au titre et au contenu explicites, soit apprécié par des royalistes comme par des non-royalistes.

● L'idée royaliste a-t-elle progressé depuis vingt ans ?

Oui, assurément. La réussite de la monarchie espagnole a joué un grand rôle dans la prise au sérieux de l'idée dans notre pays et l'action entreprise par le comte de Paris a été déterminante : pensons à l'écho rencontré par ses livres, par ses interventions, par ses prises de position. Quant à notre propre rôle, il appartiendra aux historiens de le mesurer.

● Quels sont les principaux obstacles à une instauration de la royauté ?

Les objections rationnelles ont faibli. Les principaux obstacles se situent dans l'ordre symbolique. D'où le rôle décisif des princes : ce sont eux qui incarnent la tradition dont nous ne présentons qu'une sorte de « défense et illustration ».

● C'est indiquer les moyens de les surmonter...

En effet : unité et présence de la famille royale, sinon les raisons avancées et l'engagement des militants n'auraient pas de sens.

La Rédaction

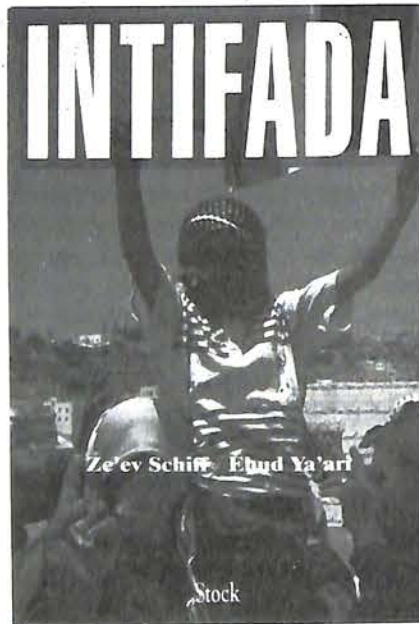
Le cri du soulèvement

Deux journalistes israéliens, Ze'ev Schiff, spécialiste militaire du quotidien Ha'aretz, et Ehud Ya'ari, reporter de la télévision, ont uni leurs talents et leurs sources pour donner au lecteur un documentaire saisissant sur le soulèvement palestinien, l'Intifada. Écrit en 1989 deux ans après le début de la révolte des pierres, l'ouvrage paraît en édition française (1), enrichi d'une postface brève mais dense, de novembre 1990, à mi-parcours de la crise du Golfe.

Le feu prit le 8 décembre 1987 à Gaza, dans le camp de réfugiés de Jebalya, sur la rumeur qu'un accident de la circulation qui avait fait trois morts et plusieurs blessés parmi les travailleurs palestiniens avait été volontairement provoqué par le chauffeur d'un camion israélien. La révolte gagna rapidement l'ensemble de la bande de Gaza puis la Cis-jordanie.

Mais l'amertume venait de loin. « Les jeunes, forcés de passer des heures au bord d'une route en attendant qu'un employeur éventuel vienne leur tâter les muscles et juger leur regard avant de leur offrir une chance de gagner une journée de travail avaient... quelque raison de penser qu'Israël était décidément un pays bien cruel dont ils ne pouvaient escompter aucune sympathie

Intifada de Ze'ev Schiff et Ehud Ya'ari souligne ce qui demeure, en dépit des rancœurs nées du soutien palestinien à Saddam Hussein, l'essentiel d'un règlement : la fin de l'occupation des Territoires et, pour réciproque, la sécurité d'Israël.



et moins encore de respect ». Certes la réalité était plus complexe comme le montrent justement les auteurs. Mais « tout en reconnaissant que leur situation était meilleure (qu'avant 1967) les travailleurs de Gaza avaient également conscience de l'écart stupéfiant qui existait entre leur condition et celle de l'israélien moyen ». De ces inégalités se nourrissait le sentiment de l'identité nationale vio-

lée par l'Occupation. En face, le rapport de domination s'exprimait dans une ignorance de l'autre peuple, cruellement soulignée par les auteurs : « Les Israéliens découvrirent deux fois les territoires : à la fin de la guerre des Six Jours (...) et une seconde fois quelque vingt ans plus tard en décembre 1987, quand la population palestinienne ne leur laissa plus l'occasion de s'abriter derrière les persiennes qui avaient rendu invisible, et si commode, l'occupation militaire israélienne d'un million et demi d'Arabes ».

C'est sur cette toile de fond que sont campés le soulèvement palestinien et l'ébranlement de la société israélienne. Un tel livre ne se résume pas. Schiff et Ya'ari restituent tour à tour, et dans leurs imbrications réciproques, la Shabiba (le mouvement spontané et cependant organisé des jeunes, au camp de Balata par exemple), le Commandement national unifié, sans cesse démantelé par le Shin-Bet (2), la floraison de comités populaires et d'entraide de toutes sortes et, à travers toutes ces actions de désobéissance civile active et plus ou moins violente, la compétition des

différentes composantes de l'OLP entre elles et avec la Direction extérieure ainsi que la montée en puissance d'un redoutable challenger islamiste, le mouvement Hamas, longtemps « favorisé » par Israël dans l'intention d'affaiblir l'organisation nationaliste.

La panoplie des parades israéliennes : infiltration par le Shin-Bet, extension des couvre-feux, lock-out des travailleurs palestiniens, suppression des licences d'exportation, etc, fonctionne comme autant de coupe-feu d'un incendie perpétuel qui s'éteint ici pour se rallumer là. « Ainsi l'Intifada résistait à tous les assauts d'Israël, les dirigeants politiques et l'opinion en général s'habituaient au fait que Tsahal (3) était contrainte de blesser et de tuer presque quotidiennement des Palestiniens ».

Bien que l'ouvrage ne soit pas conçu selon une trame proprement chronologique, Schiff et Ya'ari laissent bien apparaître qu'avec le temps, et faute d'être entendue, l'Intifada - mouvement de masse contrôlant au départ sa propre violence - tend progressivement à retourner à la pratique des commandos, voire des actes individuels - de la guerre des pierres à celle des couteaux - lesquels nourrissent à leur tour l'exaspération et la violence chez les Israéliens. Spirale sans fin, à laquelle il importe précisément de mettre fin. C'est à la fois l'opportunité et l'enjeu de l'Après-guerre du Golfe. Pour y aboutir, il est légitime d'exercer au moins une « persuasion pressante » sur toutes les parties au conflit.

Roger AKRICHE

Déjà malade, elle avait cependant accepté avec enthousiasme de participer à cette journée d'hommage et sa présence n'avait pas peu contribué à en faire un succès.

La France perd une grande actrice et la N.A.R. une amie...

Y.A.

Silvia Monfort

Au moment où nous « bouclions » ce journal, nous est arrivée la nouvelle de la mort de Silvia Monfort.

Tous les participants à la journée d'hommage à Mau-

rice Clavel que nous avons organisée voici deux ans, s'en souviennent. Ils ont encore en mémoire la remarquable interprétation d'extraits théâtraux qu'elle nous avait donnée à cette occasion.

Shakespeare miméticien

René Girard.



L'humilité de René Girard est grande et sincère : plutôt que d'avancer avec superbe le juste mérite de sa belle découverte, qui est la nature mimétique du désir et sa conséquence conflictuelle, il ne cesse depuis trente ans de s'effacer derrière les textes qu'il fait parler. Girard n'a pas de vérité qui lui soit propre, mais comme un prophète la vérité le possède ; de Cervantès à Proust, la littérature romanesque dit obstinément la même chose : le désir est induit par un tiers et son histoire est celle des infinies figures de la médiation, de la violence, de la folie, de la mort et parfois de la résurrection.

Qui en eut le premier une claire conscience ? Qui fut le premier théoricien du désir mimétique ? René Girard ? Non, Shakespeare. Voilà le premier argument des « Feux de l'envie » : Shakespeare est miméticien. En plus de 400 pages éblouissantes de rigueur, modèles de toute approche critique, on découvre, non un Shakespeare girardien, - qui ne serait qu'une nouvelle critique -, mais un Girard shakespearien, ce qui est une lecture autre du dramaturge anglais : « L'idée centrale du présent livre est que Shakespeare ne se contente pas d'illustrer plus ou moins instinctivement le désir mimétique, mais qu'il en est le théoricien » (p. 151). De fait à travers les grandes pièces du poète élizabéthain, le lecteur qui s'est familiarisé avec l'œuvre de Girard retrouve les étapes du désir : de sa nature mimétique à son apocalypse, de l'amour par oui-dire ou par les yeux d'un autre au meurtre fondateur, de la descente aux enfers à la résurrection. Ce Shakespeare est une somme, l'ouvrage peut-être le plus achevé de René Girard : celui où se marquent le plus clairement l'empreinte d'une méthode critique singulièrement fertile et l'idée, forte, que, mieux que la philosophie trop marquée de violence sacrificielle, la littérature produit du sens, révèle le sens.

Lequel ? Seconde thèse essentielle de l'ouvrage : pour un petit public d'initiés, seul capable de le lire en profondeur et de voir le soleil en face, Shakespeare a repris la « vérité des choses cachées depuis la fondation du monde » que, des textes vétéro-testamentaires aux Évangiles, le judéo-christianisme a progressivement révélée aux hommes qui n'en veulent pas : l'ordre culturel est sacrificiel ; dans la violence généralisée, - crise du Degré, de la différenciation et du symbolique - les antagonistes, fondus dans le drame des doubles, répètent mécaniquement la même violence dont ils ne s'arrachent que par le meurtre d'une victime émissaire (Jules César) ; les hommes enfin sont requis de s'aimer en l'autre par un travail contre le désir métaphysique, ou condamnés à souffrir l'envie, la folie, la mort.

Rien d'étonnant que l'ouvrage de Girard soit de nouveau polémique puisque le prophète crie dans le désert. Ce Shakespeare se lit comme une machine de guerre montée contre l'impérialisme du signifiant et de l'esthétique pure : contre la critique formaliste et nihiliste moderne. Est-ce un effet heureux de sa formation d'historien, Girard ne cesse de rappeler que si la littérature a un sens, c'est de dire quelque chose de réel sur les hommes et que si ce quelque chose est imaginaire,

c'est par un détour, une métaphore qui, captant le réel, ramène à lui. Rien donc n'est plus souple que la théorie mimétique. Elle épouse les métamorphoses du désir et les représentations qu'il se donne. Elle rend possible, à partir du manque d'être et de la supériorité supposée du médiateur, non seulement une psychologie singulièrement subtile, une anthropologie, une esthétique mais encore une histoire, une sociologie.

Car c'est toujours le même manque d'être qui, substituant la représentation du meurtre à l'exécution réelle de la victime, explique le passage du rituel au théâtre, du religieux à l'art, du sacré à l'esthétique, sans solution de continuité quoique notre fatuité culturelle de modernes ne veuille l'admettre. Comique ou tragique, le théâtre a un sens répétitif : il expulse. Si la réconciliation cathartique d'Aristote est vraie, elle est insuffisante, ou si l'on veut voilante. Elle occulte la vérité, qui est l'injuste violence des hommes. Ainsi, de même que *Mensonge romantique et vérité romanesque* posait une théorie du roman, de même le Shakespeare, amplifiant les analyses de *La Violence et le sacré* développe une théorie du théâtre : et c'est la même histoire des hommes perdus de fascination pour le modèle illusoire, pour le rival, pour l'obstacle !

S'il est vrai que l'on peut reconnaître à l'intelligence une mission de clarté et de mise en ordre, quelle œuvre est plus intelligente que celle-ci ? S'il est vrai que la raison scientifique - dans son mouvement tour à tour déductif et inductif - peut rendre compte de l'homme, quelle œuvre est plus exaltante que celle-ci ? L'essentiel mérite de René Girard est de donner à penser contre l'incessant retour de l'illusion romantique. Donner à penser seulement ? Non, je tiens aussi René Girard pour le plus formidable maître de conduite depuis Pascal et le moraliste le plus prenant, voire le plus pressant. Voilà donc, aux yeux de nos contemporains, où il est scandaleux : scientifique et réductionniste pour les uns, excessivement normative pour les autres, son œuvre heurte le grand nombre que séduisent toujours les belles lunes du romantisme : le Contrat social, le désir pour l'objet, « le désir privé d'imitation qu'imaginent psychologues et psychanalystes » ou « l'imitation privée de désir qu'imaginent philosophes et esthéticiens ».

S'il fallait aborder René Girard par un premier grand livre, ce serait par ce Shakespeare qui dit tout. Comme tous ceux qui nous sont chers, Pascal, Mme de Lafayette, Dostoïevski, Proust, René Girard est auteur, et plus encore, au-delà : c'est un intercesseur. Jamais critique n'épousa d'aussi près le salut au travail dans l'œuvre qu'elle révèle, ni ne fut aussi remplie de la même espérance spirituelle à quoi, dans la littérature romanesque, aboutit la logique paradoxale du désir.

Alain FLAMAND

René Girard : *Shakespeare, les feux de l'envie* (Prix Médicis de l'essai) - Ed. Grasset - Prix franco 160 F.

Un Prince amiral

« Il semblait ne rien regretter pourvu qu'il pût tout juger librement ». Tel fut l'hommage que rendit en juin 1900 le Journal des Débats à François d'Orléans, prince de Joinville, décédé dans sa quatre-vingt-deuxième année.

Dans la biographie qu'il consacre à ce sixième enfant du roi Louis-Philippe, l'amiral Guillon montre que Joinville traversa les bouleversements du XIX^e siècle sans rien céder sur ses idées, jetant un regard lucide et franc sur la monarchie de Juillet et n'épargnant même pas son père de ses critiques acerbes. Esprit indépendant épris de liberté, il n'en fut pas moins prince par ses actes. « Si j'ai faussé vos instructions dans la forme, le fond est bon » écrivait-il à son père après avoir épousé à Rio, en mai 1843, la princesse brésilienne Françoise de Bragança.

Sous la plume de l'amiral Guillon, la personnalité de Joinville est éclairée à l'aune des gloires militaires. C'est une biographie navale. Dès l'enfance du jeune prince, on assiste à l'éclosion de sa vocation de marin que l'on suit jeune homme puis adulte d'une école navale à une expédition aux antipodes. Affectations, promotions, commandements, voyages, c'est le prisme à travers lequel l'auteur évoque la politique étrangère de la France, les personnalités de Thiers ou de Guizot... ou l'historique de la Marine à voile jusqu'à la naissance de celle à vapeur.

Rien de pesant pourtant, tant s'exerce sur nous le charme du prince à la proue de La Créole ou de La Belle-Poule, ramenant en France les cendres de Napoléon ou conduisant avec courage les expéditions militaires devant Tanger, Mogador ou Terre-Neuve. Sa liaison avec l'actrice Rachel, son mariage avec la sœur de l'empereur du Brésil, son immersion dans la guerre de sécession américaine, son incursion en France répu-



blicaine au lendemain de Sedan, puis son élection comme député de Haute-Marne : chaque geste ou acte de la vie de Joinville devient un exploit militaire sous la plume de l'amiral. Il fait de Joinville un prince romantique, dont la vie serait un combat avec ses batailles perdues et ses bulletins de victoire. Dommage que les batailles politiques - notamment celle de la restauration monarchique sous la Troisième République - ne soient que partiellement évoquées. Il reste la personnalité attachante d'un prince au grand cœur et grand courage.

Etrangement, tandis qu'on l'accompagne sur les rivages méditerranéens en route vers Tanger, on ne peut s'empêcher de penser à un autre François d'Orléans, arrière-petit-fils de Joinville, qui, un siècle plus tard, donnera en Algérie sa vie de prince à la France.

Stéphane BERN

Amiral Jacques Guillon : *François d'Orléans, Prince de Joinville* - Ed. France-Empire - Prix franco 147 F.

Merci Blier !

Avec *Merci la vie*, Bertrand Blier offre aux spectateurs son film le plus riche et le plus original, quant au ton et à la forme, et le plus fort, quant au sujet, depuis *Buffet froid*, et du même coup, fait prendre à son œuvre un nouveau tournant.

Merci la vie, est de l'aveu même de Bertrand Blier, un film sur des parents qui expliquent à leurs enfants, ce qu'est la vie, ils sont emmerdés parce qu'ils en ont beaucoup bavé, alors ils ont du mal à mentir et à dire que ça va être beau. Et c'est vrai que c'est beau parfois (1). Si l'histoire, résumée ainsi, paraît simple, le traitement, comme souvent chez Blier, est beaucoup plus tortueux.

Il en est de la structure de *Merci la vie* comme des poupées russes : une première histoire est imbriquée dans une deuxième, laquelle est à son tour incluse dans une troisième... L'ensemble faisant partie intégrante de l'Histoire avec un grand H et se situant dans le grand mouvement de la vie.

Ainsi, s'entremêlent plusieurs histoires se déroulant à des époques différentes. L'une se passe en 1991, et nous montre Joëlle et Camille, deux adolescentes que tout oppose mais qui, malgré tout, sont les meilleures copines du monde; une autre relate le parcours des parents de Camille pendant la seconde guerre mondiale; une troisième retrace les mésaventures d'un village français des années 50, dont tous les hommes sont victimes d'une maladie honteuse transmise par Joëlle atteinte du... SIDA; une quatrième raconte les méandres du tournage du film... Chacune de ces histoires est, tour à tour, traitée sur le mode burlesque, dramatique ou mélodramatique, néo-réaliste.

Ce récit volontairement déconstruit permet au cinéaste d'établir un

parallèle entre deux fléaux : la seconde guerre mondiale pour la génération de ceux qui avaient 20 ans en 1940 et le SIDA pour les jeunes d'aujourd'hui. Tous deux laissant des traces et bouleversant les modes de vivre, les manières de penser et d'agir.

Merci la vie est, également, une auberge espagnole où le spectateur trouve ce qu'il apporte : il peut, en fonction des ses propres préoccupations, y voir un film sur le nazisme, le SIDA, l'inceste, la lâcheté et l'hypocrisie des adultes, l'holocauste, la violence, le fascisme, le cinéma ou encore l'urbanisme (Bertrand Blier n'a pas son pareil dans le cinéma français pour filmer les stations balnéaires hors saison : leur architecture, leur froideur, la solitude, le vide).

Par ce film destiné, selon le cinéaste, servi par de remarquables interprètes, à faire prendre conscience à un public jeune des dangers du SIDA, les spectateurs des années 90 se retrouvent plongés, après plusieurs films idéalistes ou simplistes comme *Le grand bleu* (caractéristique du repli sur soi et du refus de la réalité) et *La vie est un long fleuve tranquille* (simplifiant d'une manière outrancière la réalité), dans la complexité du cinéma et de la vie.

On peut, toutefois, se demander si Blier réussira à toucher sa cible ou si *Merci la vie* n'est que le film d'un vieux rabat-joie moraliste. L'avenir et les films qui suivront le diront. Quoiqu'il en soit, *merci la vie* de n'être pas un long fleuve tranquille.

Nicolas PALUMBO

(1) *Les Cahiers du cinéma* n°441, mars 1991.

PHOTOS

Des photos du comte de Paris, chef de la Maison de France, sont disponibles à notre service librairie. Elles existent en trois format.

Tarif franco : format 9x13 : 12 F - format 13x18 : 29 F - format 18x24 : 58 F.

Dans ces trois formats et au même prix, existent aussi les photos de la comtesse de Paris, du comte de Clermont, du prince Jean.

Egalement disponible (format 13x18) la photo officielle de la cérémonie d'Amboise représentant le comte de Paris et ses deux petits-fils, avec la signature des trois princes. Prix franco : 29 F.

RELIURES

Nous mettons à la disposition de nos lecteurs qui désirent conserver leur collection du journal, une reliure pleine toile bleue avec inscription "Royaliste". Cette reliure permet de contenir 52 numéros du journal. Elle est vendue au prix de 70 F franco.

AFFICHES

Deux modèles d'affiches sont actuellement disponibles. L'une et l'autre sont de format 40x60 cm, imprimées en noir sur fond jaune.

Le premier modèle reproduit le titre de notre journal accompagné du slogan : « Avec le comte de Paris, couronner la démocratie ». Le deuxième modèle avec le nom du mouvement accompagné du slogan « Des Bastilles restent à prendre ».

Tarif (prix franco) (on peut panacher les deux modèles): 48 ex. : 56 F - 95 ex. : 100 F - 140 ex. : 137 F - 240 ex. : 213 F - 340 ex. : 287 F - 500 ex. : 410 F.

Minitel 36 15
AGIR.NAR

CONGRÈS DE LA N.A.R.

Comme nous l'avions annoncé le Congrès de la N.A.R. se tiendra à Paris les **samedi 13 et dimanche 14 avril** prochains. Tous les adhérents à jour de cotisation peuvent participer aux travaux du Congrès. Les lecteurs qui souhaiteraient prendre une part plus active à la vie de notre mouvement sont invités à nous apporter le soutien de leur adhésion. Nous vous enverrons la documentation nécessaire sur simple demande.

MERCREDIS DE LA NAR

A Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos sympathisants dans nos locaux (17, rue des Petits-Champs, Paris 1^{er}, 4^{ème} étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain. La conférence commence à 20 heures très précises (accueil à partir de 19 h 45 - Entrée libre et gratuite), elle s'achève vers 21 h 45. Un buffet chaud est alors servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du buffet 22 F).

● **Mercredi 10 avril** - La N.A.R. fête ces jours-ci son vingtième anniversaire. Bonne occasion pour faire un bilan de notre action, de réfléchir à son utilité, d'en souligner les points positifs et les carences. C'est ce que fera **Bertrand RENOUVIN** au cours d'une conférence : « Qu'avons nous fait de nos vingt ans ? ». Comme de coutume suivra un débat qui sera une bonne occasion pour poser toutes les questions sur ce sujet brûlant.

● **Mercredi 17 avril** - Le Proche-Orient est un véritable concentré explosif des contradictions politiques et socio-économiques modernes. Nous avons demandé à **Georges CORM**, auteur de plusieurs livres remarquables sur cette région, de venir démêler pour nous l'écheveau inextricable de ce « **Proche-Orient éclaté** ». Georges Corm est un économiste et sociologue libanais.

● **Mercredi 24 avril - 1^{er} mai - 8 mai** - Pas de réunion en raison des congés.

1971-1991

LA NOUVELLE
ACTION
ROYALISTE

fête son
20^e anniversaire



La NAR fêtera le mois prochain son 20^e anniversaire. Elle marquera cet événement par une réception où ont été conviées toutes les personnalités qui au cours de ces vingt ans nous ont manifesté leur intérêt ou leur sympathie.

Cette réception aura lieu à Paris dans un cadre original le **samedi 13 avril en soirée**.

Nos amis, adhérents, lecteurs ou sympathisants sont bien sur conviés à participer à cette soirée. Les cartes d'invitation (participation aux frais 50 F par personne) peuvent être prises au siège ou commandées par courrier.

Les provinciaux qui viennent par le train peuvent bénéficier d'une réduction de 20% sur le prix du billet SNCF (nous demander le ticket nécessaire).

BON DE COMMANDE des cartes pour la soirée

NOM/Prénom :

Adresse :

□ commande cartes d'invitation et règle ci-joint la somme de (50 F par carte).

□ désire bénéficier de la réduction SNCF de 20 %.



A quand le nouvel élan ?

Faire de la politique, ce n'est pas viser le pouvoir et s'y installer, puis gouverner aux moindres frais en expliquant pourquoi les choses ne vont pas aussi bien qu'elles le devraient. La politique, c'est une lutte constante contre la fatalité, et d'abord contre la fatalité de la violence. Violence des rivalités politiciennes, violence sociale, violence de l'économie.

Cela, qui le conteste ? Certainement pas l'actuel gouvernement, qui peut souligner, non sans raisons, sa recherche constante du consensus et les efforts qu'il fait pour réduire l'injustice - par exemple, ces dernières semaines, la politique de la ville et le plan social pour les étudiants. Et pourtant, nous demeurons dans une situation de faiblesse économique et de détresse sociale qui s'expriment dans les statistiques de l'emploi et dans les émeutes urbaines, de Vaulx-en-Velin à Saint-Denis de la Réunion.

Alors ? L'excellence des intentions et la bonne volonté gouvernementale ne sont pas en cause, mais nous ne pouvons plus nous satisfaire d'explications en forme d'excuses et de prévisions pessimistes qui permettent d'atténuer les responsabilités.

L'augmentation du chômage en février s'explique sans doute par la guerre du Golfe, mais le fait est que, malgré l'amélioration de la situation économique, malgré les profits dégagés par les entreprises, il n'avait guère diminué. Et qu'on n'invoque pas non plus les pesanteurs héritées du passé, en demandant du temps pour les surmonter. Depuis dix ans, la gauche a eu le temps et les moyens. Et le gouvernement de Michel Rocard est en place depuis bientôt trois ans...

Si la volonté n'est pas défaillante, si le temps n'a pas manqué, ce sont les choix économiques qu'il faut mettre en question. C'est ce que nous avons fait pour notre part depuis 1983, avec une détermination d'autant plus forte que nous ne comprenons pas pourquoi les socialistes se sont implicite-

ment ralliés à l'idéologie du marché alors qu'ils avaient à leur disposition les instruments théoriques (auxquels nous faisons régulièrement écho) et les moyens pratiques (l'appareil de l'Etat, les nationalisations) qui permettaient d'y résister.

REDDITION

Hélas, les nouveaux milieux dirigeants se sont mis à croire à l'utopie du marché, à encourager la spéculation boursière, à céder aux chantages du patronat, à vénérer les affairistes, à considérer l'équilibre budgétaire comme une vertu et le retrait de l'Etat comme une nécessité historique. Et ils continuent, aujourd'hui, à célébrer les mêmes impostures, à professer les mêmes âneries - notamment celle qui consiste à faire des économies budgétaires lorsque s'amorce une récession.

Cette reddition au prétendu libéralisme a provoqué une violence économique qui meurtrit depuis trop longtemps la société civile chère aux rocardiens : exploitation des travailleurs par le moyen de la rigueur salariale, sans oublier les techniques de manipulation qui se font au nom de la « ressource humaine », ségrégation sociale et urbaine, destruction de la paysannerie, exclusion et misère. Tel est le nouveau paysage qui se dessine : celui d'une lutte de classes d'autant plus radicale que le prolétariat ancien et nouveau n'a pas trouvé son expression politique.

En France comme à l'étranger, l'immense gâchis provoqué par l'idéologie du marché a été mille fois décrit et dénoncé. Alors pourquoi laisser dire et faire ? Nos dirigeants politiques auraient-ils peur de quelqu'un ou de quelque chose ? Tout de même pas du CNPF ! Tout de même pas de l'opinion du *Financial Time* ! Et s'ils n'ont pas peur, par quoi sont-ils séduits ? Tout de même pas par la dynamique du ca-

pitalisme, plutôt faiblarde dans notre pays... C'est à se demander si la paralysie ne vient pas d'un désir inavoué d'être dans la norme intellectuelle et sociale, d'une confusion croissante entre les équipes politiques arrivées aux affaires en 1981 et la haute bourgeoisie technocratique, de trop de complaisance de ces mêmes équipes pour les milieux d'affaires.

POSSIBILITÉ

Le fait est que de nombreux socialistes passent sans aucune difficulté du public au privé, du service de l'Etat à celui des banquiers, avouant ainsi qu'ils se conçoivent comme membres d'une seule et même classe dirigeante.

La constitution de cette classe dirigeante uniforme - par son idéologie, ses préjugés, ses intérêts fondamentaux - est d'autant plus dangereuse que les relais font de plus en plus défaut entre l'élite du pouvoir et les citoyens : la mauvaise réputation des partis et l'atonie syndicale créent un vide qui favorise l'expression violente des révoltes sociales. En outre, l'absence de projet et de parti révolutionnaires, donc de forte pression sociale et politique, favorise la sclérose de la classe dirigeante et le conservatisme de l'appareil d'Etat.

Pour imprimer un « nouvel élan » à la société française, le pouvoir politique devra se dégager de cette gangue au prix d'un immense effort sur lui-même, et contre une partie de lui-même. Briser les pesanteurs sociales, inventer de nouvelles perspectives économiques, donner à tous les Français l'espoir d'un développement selon la justice : quel beau défi, pour le chef de l'Etat, que de réussir là où le fondateur de la Vème République avait échoué...

Bertrand RENOUVIN